

PROPOSITIONS

DE L'UNION FRANÇAISE DE L'ÉLECTRICITÉ

POUR UN PLAN DE RELANCE

Garder le cap de la stratégie bas carbone

L'UFE soutient la poursuite d'objectifs concourant à rendre notre société à la fois plus durable, plus résiliente face aux crises et plus juste.

Cela inclut en particulier de soutenir, plus que jamais, l'objectif d'aller vers la **neutralité carbone** pour limiter les effets du changement climatique et d'**accompagner les ménages et les entreprises dans cette transition.**

Face à la crise inédite provoquée par le Covid-19, une stratégie globale de relance économique doit être mise en œuvre. **La lutte contre le changement climatique doit en être un principe directeur, ainsi que les enjeux d'environnement, de santé, d'emplois, de compétences et de pouvoir d'achat.**

L'UFE plaide pour que les investissements soutenus par des fonds publics soient orientés vers les technologies contribuant à la décarbonation et pouvant s'appuyer sur une offre industrielle française et européenne compétitive.

L'UFE formule **20 propositions** pour relancer les activités et accélérer la transition écologique des secteurs du bâtiment, de la mobilité, de l'industrie, du système électrique.

En s'appuyant sur les feuilles de route longuement concertées et déjà validées de la Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC) et de la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE), l'UFE propose d'en accélérer la mise en œuvre par un soutien accru à la **rénovation des bâtiments**, au déploiement des **pompes à chaleur**, à l'acquisition de **véhicules électriques** et l'installation de bornes de recharge, à la **récupération de chaleur fatale** et à **l'électrification des procédés industriels**, à l'**hydrogène** bas carbone, au renouvellement et au développement des **réseaux électriques**, ou encore à lever les freins à l'installation d'**énergies renouvelables.**

Ces propositions, de court et moyen terme, peuvent permettre en même temps de réduire rapidement les principales sources de gaz à effet de serre et de redynamiser des filières stratégiques générant de l'activité et de l'emploi pour l'ensemble de l'économie nationale et européenne.

Elles s'inscrivent dans une vision de long terme intégrant les enjeux climatiques et de souveraineté, tant pour les infrastructures que pour les activités industrielles.

En particulier, le faible prix des hydrocarbures ne doit pas conduire à faire les mauvais choix de relance. Au contraire, cela peut donner de nouvelles marges de manœuvre pour **réexaminer les trajectoires de signal prix carbone et de fiscalité des énergies et affecter ces recettes nouvelles à l'accompagnement des particuliers et des entreprises vers les solutions bas carbone.**

LES 20 PROPOSITIONS DE L'UFE

RELANCER le secteur du bâtiment en accélérant sa décarbonation



1

SOUTENIR la dynamique de travaux de rénovation énergétique en créant un fonds d'urgence dans les Certificats d'Economie d'Energie (CEE), à destination des entreprises et artisans RGE.

2

MASSIFIER les économies d'énergie et les réductions d'émissions de gaz à effet de serre, en s'appuyant sur un programme de déploiement de 1,5 million de pompes à chaleur par an dans le résidentiel

3

AMPLIFIER les efforts de rénovation des bâtiments, en suivant une stratégie adaptée à leurs caractéristiques énergétiques et climatiques.

4

RÉNOVER massivement le parc de l'Etat, des collectivités locales, et des établissements publics comme les écoles, les hôpitaux ou les administrations

SOUTENIR la mutation des transports vers la mobilité propre



5

SOUTENIR le secteur automobile en accélérant la bascule vers les voitures et véhicules utilitaires légers (VUL) électriques

6

UTILISER la commande publique comme levier d'orientation de l'offre de véhicules.

7

SOUTENIR l'installation de bornes de recharge électriques, pour permettre l'avancement à 2021 de l'objectif de 100.000 bornes installées.

8

ACCÉLÉRER la bascule de l'ensemble des mobilités vers des modes propres, en soutenant également l'électrification des véhicules industriels, des deux roues, et l'électrification des quais pour le transport maritime et fluvial

AIDER l'industrie française et européenne à moderniser son appareil productif



9

SOUTENIR les investissements de modernisation et de décarbonation de l'outil industriel national, afin d'exploiter les gisements d'efficacité énergétique, de récupération de chaleur fatale et d'électrification des procédés.

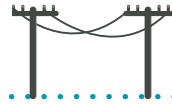
10

INSUFFLER une dynamique industrielle de l'hydrogène bas carbone, avec un objectif de 500 MW de capacité d'électrolyse en 2023.

11

ASSOULIR les règles des aides d'Etat, afin de plus facilement aider les entreprises européennes en contrepartie d'investissements permettant réduction des consommations d'énergie et de l'empreinte carbone.

Accélérer la transformation du secteur électrique



12

ACCÉLÉRER les programmes pluriannuels d'investissements et le renouvellement des infrastructures du système électrique, aussi bien en transport qu'en distribution

13

LEVER les freins réglementaires et administratifs au développement des EnR, centralisées et décentralisées.

14

METTRE EN ŒUVRE de nouveaux projets EnR pouvant être effectifs dans un temps court, comme le suréquipement d'ouvrages hydroélectriques.

Préserver l'emploi et préparer les compétences de demain



15

DONNER de la visibilité sur les besoins en recrutement de la filière électrique ainsi que les parcours professionnels au sein de la filière électrique en lien avec les autres secteurs (cf. EDEC de la filière électrique).

16

ORIENTER la formation vers les métiers en tension et anticiper le développement des compétences de demain par la voie de l'alternance et de la formation continue.

Redonner du pouvoir d'achat à nos concitoyens et de la compétitivité à nos entreprises et favoriser les consommations des énergies décarbonées par rapport aux énergies fossiles



17

AIDER les ménages en situation de précarité, en doublant le montant du chèque énergie et en encourageant son utilisation à des fins de travaux de rénovation énergétique, et les TPE/PME en difficultés financières par une aide exceptionnelle.

18

RELEVER l'ambition du prix du carbone dans le marché des quotas européens EU-ETS, grâce à un prix plancher européen croissant couplé à un Mécanisme d'Inclusion Carbone (MIC) aux frontières de l'Europe

19

METTRE EN COHÉRENCE la politique fiscale avec les engagements climatiques et garantir que les revenus dégagés soient affectés à l'accompagnement des ménages et des entreprises vers les solutions bas carbone.

20

AMÉLIORER le dispositif des CEE pour encourager l'efficacité énergétique, mais aussi la baisse des Emissions de Gaz à Effet de Serre en répartissant la contribution relative de chaque énergie en fonction des volumes vendus et de son contenu carbone.